
De l'énergie pour tous, tous pour l'énergie

La lutte contre le réchauffement climatique passe par une réduction massive des émissions de CO₂, dont l'essentiel provient de la combustion des énergies fossiles. Au-delà des mesures déjà prises en Wallonie, il faut promouvoir une culture technologique commune, ce qui facilitera les indispensables changements de comportements, et développer la recherche visant à objectiver les choix publics et privés. Les pouvoirs publics doivent désormais s'investir davantage dans les modifications de comportement que dans la production d'énergies plus propres. Ces changements demanderont du courage politique et un investissement citoyen de tous.

PHILIPPE DEFEYT

Nous demeurons coresponsables du monde à venir. Sauf à renoncer à être des hommes et des femmes, nous sommes et demeurons « en charge » du futur. C'est à nous qu'il incombe, quotidiennement, inlassablement, de « faire le tri » parmi les menaces et les promesses qui « sont contenues dans les replis du présent » (Gorz). Car, dans ce qui nous arrive, il y a autant de promesses que de menaces. Il n'est pas vrai que le seul choix possible soit entre le tout et le rien. Un monde nouveau est en gestation, assurément, mais c'est nous et personne d'autre qui le ferons naître.

Jean-Claude Guillebaud

« Un avenir à retrouver », opinion dans *La Libre Belgique*, 20 novembre 2007

Il faut rappeler six points essentiels pour bien comprendre le débat sur la réduction des émissions de CO₂.

La consommation d'énergie est à la fois directe (le plein d'essence, un compteur électrique qui tourne...) et indirecte, ce qu'on appelle l'énergie grise, à savoir l'énergie contenue dans les biens et services consommés ou investis par les acteurs économiques. Ainsi, en photocopiant en recto verso, on économise du papier et l'énergie nécessaire à le fabriquer. Si on tient compte de l'éner-

gie grise contenue dans les biens et services consommés par les ménages (l'énergie contenue dans un pain, un *city-trip* en train, un repas au restaurant, un spectacle à l'opéra...), on peut penser que l'énergie varie comme la consommation. Plus on a de revenus, plus on consomme, plus on englutit de l'énergie.

Il faut se méfier des fausses évidences. Par exemple, un bien importé peut avoir parcouru plus de kilomètres qu'un bien produit localement mais avoir moins consommé

d'énergie, directement ou indirectement, pour sa fabrication. De même, à court terme, il vaut mieux financer le remplacement d'un chauffage électrique dans un logement social que de placer un panneau photovoltaïque supplémentaire, sauf si on dispose des moyens de tout faire en même temps...

Il faut aussi interpréter avec rigueur les évolutions des émissions de CO₂. Un pays peut voir ses émissions ralentir tout simplement parce qu'il importe une plus grande part de sa consommation de produits à haut contenu énergétique et/ou parce que ne sont pas comptabilisées des émissions « extraterritoriales » (par exemple, celles du secteur aérien). En matière agricole, il faut évidemment tenir compte des puits de carbone. C'est ainsi que certains avancent que désintensifier l'élevage diminuerait doublement les émissions nettes de CO₂ d'abord, en rendant aux pâtures une plus grande capacité d'absorption et ensuite en diminuant les émissions de méthane des bovins.

D'une manière générale, pour faire les bons choix, il s'agit moins de se prononcer sur l'intérêt de telle ou telle mesure considérée isolément (par exemple: quel est le bilan CO₂ du biodiesel?) que de comparer des solutions entre elles (pour réduire le plus possible les émissions de CO₂ en exploitant la biomasse, vaut-il mieux produire du biodiesel ou produire et brûler du miscanthus dans des unités de cogénération ou développer une chimie « verte » ou...?).

Changer de comportements

Cela rappelé, on ne dira jamais assez que changer les comportements (c'est-à-dire faire autrement dans le cadre légal et technologique existant) est la manière la plus rapide et, souvent, la moins coûteuse pour réduire les émissions de CO₂. Les exemples sont légion. Des imprimantes plus écono-

mes, c'est bien, faire moins de copies ou les faire en recto verso, c'est mieux surtout lorsqu'on sait que l'employé de bureau européen moyen imprime trente-quatre pages par jour... dont 17 % ne sont jamais lus. Réduire la consommation des appareils électriques en veille, c'est bien, mais on peut aussi fermer complètement certains appareils. Consommer des produits bio, c'est probablement mieux, mais il vaut mieux éviter des kiwis bio importés de Nouvelle-Zélande. Manger moins de viande et plus de légumes est un moyen très efficace de réduire son empreinte écologique énergétique. L'eau du robinet, pour autant qu'elle soit de bonne qualité, coûte beaucoup moins cher et consomme au total moins d'énergie que l'eau en bouteille. Utiliser des produits de nettoyage verts, c'est bien, en utiliser le moins possible, c'est mieux. Le meilleur déchet est celui qui n'existe pas.

Conduire une voiture à faible consommation, c'est bien. Mais, quand c'est possible, marcher ou sortir son vélo pour les courtes distances et se servir des transports en commun pour les distances plus longues, c'est mieux. Acheter une voiture hybride, c'est bien, mais réduire son kilométrage annuel et acheter une petite voiture, c'est mieux. Le meilleur kilomètre fait en voiture est celui qui est fait en vélo.

Utiliser les pompes et autres moteurs les plus performants, c'est bien, mais ne pas surdimensionner les équipements est mieux. Installer des panneaux solaires, c'est bien, mais réduire la température des pièces la nuit et en cas d'absence et la température d'un degré dans son habitation est plus facile et moins coûteux à mettre en œuvre. Réduire ou supprimer au cœur de la nuit les éclairages commerciaux ou publics dispendieux est au moins aussi efficace et efficient que la mise en place d'ampoules basse consommation. En résumé: il faut déjà installer beaucoup de panneaux solaires pour « compenser » le gaspillage énergi-

que produit par les commerces qui laissent ouvertes leurs portes en plein hiver ou par les halls des vendeurs de voitures éclairés *a giorno* toutes les nuits.

On doit ici insister sur un ensemble d'effets bénéfiques, écologiques, sociaux et en matière de santé publique, de la réduction de la consommation de viande. Une récente fiche du Réseau Éco-consommation rappelle quelques éléments essentiels : « Près de cent kilos de viande. C'est ce que chaque Belge consomme en moyenne par an. Le chiffre est dans la moyenne européenne, mais reste deux à trois fois plus élevé que ce qui est recommandé. [...] Manger beaucoup de viande engendre une agriculture intensive afin de produire les importantes quantités de végétaux nécessaires pour nourrir les animaux. Pour fournir un kilo de viande, il faut dix kilos de blé. [...] le fumier, le lisier et les autres « émanations » des élevages produisent des gaz à effet de serre des dizaines ou des centaines de fois plus « réchauffants » que le CO₂. C'est ainsi qu'au niveau mondial, le secteur de l'élevage contribue pour 18 % aux émissions de gaz à effets de serre... À l'échelle du consommateur, manger un kilo de bœuf équivaut à parcourir soixante kilomètres en voiture. »

Comme la crise énergétique va perdurer, il faudra probablement modifier plus radicalement encore nos comportements, par exemple en fermant durant les périodes de (très) grand froid piscines publiques ou certaines pièces du logement (en tout cas pour ceux qui ont des logements plus grands), en mettant fin au mitage du territoire, en favorisant les logements mitoyens plutôt que les quatre façades, etc.

Deux constats. Le premier : il est évident que les changements de comportements peuvent accompagner les innovations technologiques pour les renforcer. Le second est que ces changements sont parfois plus difficiles à obtenir que la mise en place d'innova-

tions technologiques. C'est parce que ces changements sont rendus difficiles par des « réflexes » profondément ancrés dans notre vie quotidienne, construits par des décennies d'évolutions sociales, économiques et culturelles. Par exemple, les représentations concernant la voiture et ses usages sont le résultat d'un matraquage publicitaire et d'évolutions socioculturelles mis en place depuis des décennies. Elles sont très prégnantes. Réduire la consommation automobile passera par une transformation profonde de ces représentations.

L'évolution de ces contraintes culturelles, sortir du cadre donc, sera le résultat de coups de butoir économiques (par exemple, la hausse du prix du baril), mais devrait idéalement être au cœur des préoccupations de tous ceux qui font les « tendances ». On n'insistera jamais assez sur la responsabilité des « élites » (chefs d'entreprise, vedettes, politiques, responsables syndicaux, enseignants...) pour montrer l'exemple. On en est loin, malheureusement.

Les innovations technologiques

Les changements de comportements doivent être relayés, consolidés, renforcés par la mise en place d'innovations technologiques. Ces innovations sont multiples, tant pour faire des économies d'énergie (ampoules à LEDs, voitures hybrides, régulateurs électroniques, maisons passives, systèmes de veille moins gourmands, recyclage généralisé...) que pour produire de l'énergie plus propre (cellules photovoltaïques, « éoliennes » sous-marines, cultures énergétiques, microcogénération, piles à combustible, centrale « osmotique »...).

On doit ici rappeler un constat posé depuis trente ans par Amaury Lovins et qui reste largement pertinent : « Augmenter l'efficacité des usages finaux de l'énergie — c'est-

à-dire offrir davantage de service par unité d'énergie consommée — est, de façon générale, le moyen le plus abondant, le moins coûteux, le plus inoffensif, le plus rapide à mettre en œuvre, le moins visible, le moins bien compris et le plus négligé de fournir des services énergétiques¹. »

Cela posé, il ne s'agit pas de foncer tête baissée. Par exemple, tenant compte de l'énergie grise, il vaut parfois mieux prolonger la vie d'un frigo plus ancien que d'acheter un modèle plus performant. Ensuite, aucun progrès n'est parfait. Les ampoules à LEDs sont certes très économes (peu de consommation, longue durée de vie), mais nécessitent des métaux rares et beaucoup d'énergie pour être fabriquées. Pour chaque technologie, il faudrait idéalement calculer le temps de retour de l'investissement financier, mais aussi énergétique (à savoir après combien de temps une technologie donnée — par exemple un panneau photovoltaïque — a-t-elle produit, ou épargné, assez d'énergie pour compenser l'énergie nécessaire à sa fabrication).

Il y a deux obstacles majeurs² à une mise en œuvre efficace de toutes ces technologies. D'abord la méconnaissance technologique jointe à un marketing parfois douteux rend difficile de faire le « bon choix ». Il faut absolument ici des agences de conseil (publiques, associatives et privées), armées en outils d'analyse, qui aident les utilisateurs (en particulier les ménages et les petites entreprises) à choisir en connaissance de cause. Les analyses coûts-avantages, permettant de comparer technologies, procédés et filières industrielles entre elles, doivent être plus nombreuses, plus rigoureuses, plus complètes, beaucoup mieux financées et leurs résultats mis à la disposition de tous.

Ensuite, l'absence de rigueur méthodologique et les effets de mode font qu'on néglige trop souvent les analyses technico-économiques³ sur l'efficacité écologique. Il n'est pourtant pas (trop) difficile de classer les comportements et technologies par ordre croissant du rapport coût-efficacité en termes d'émissions de CO₂. Il est évident que, pour le moment, en Wallonie, on aurait mieux fait d'accélérer le remplacement des chauffages électriques et la mise en œuvre d'une meilleure isolation que de donner des primes à la classe moyenne pour s'équiper en panneaux photovoltaïques. D'une manière générale, les investissements économes d'énergie restent plus efficaces (un plus grand bénéfice environnemental pour un coût moindre) que la production d'énergies plus propres.

Le débat sur les biocarburants (bioéthanol et biodiesel) permet d'illustrer les observations ci-dessus. On peut raisonnablement penser que la mise en œuvre d'une réduction de la vitesse maximale sur les autoroutes (changement de comportement), accompagnée de mesures de fluidification du trafic (progrès technologiques) aurait un effet sur les émissions de CO₂ plus rapide et moins coûteux que l'incorporation de biocarburants telle que prévue par la directive européenne. Mais, rétorquera-t-on, on peut faire tout cela simultanément. Ce n'est pas si évident. D'abord parce que l'attention des décideurs et du grand public est une denrée limitée. Il faut bien choisir les leviers qu'on active à un moment donné. Ensuite, parce qu'il ne faut pas négliger les retombées culturelles des décisions publiques (parler de biocarburants renforce chez beaucoup d'automobilistes, qu'on le veuille ou non, l'idée — évidemment plus confortable — que l'on pourra continuer à rouler « comme avant », en ayant bonne conscience en plus). Enfin, de nombreuses

1 Amaury B. Lovins, « Energy End-Use Efficiency », Rocky Mountain Institute, Snowmass, Colorado, 2005.

2 Voir Paul-Marie Boulanger, « Les barrières à l'efficacité énergétique », *Reflète & Perspectives*, 2007/4, n° 46, présentation détaillée de toutes les barrières qui empêchent l'exploitation optimale de toutes les techniques d'économies d'énergie.

3 Voir, par exemple, la publication de l'Office fédéral (suisse) de l'environnement : « Une consommation respectueuse de l'environnement », qui détaille les démarches qui comptent vraiment.

études donnent à penser que d'autres usages de la biomasse végétale (chimie verte, combustibles solides brûlés dans des unités de cogénération, utilisation du bois comme matériau de construction...) ou d'autres méthodes agricoles (désintensification de l'élevage, labours plus respectueux...) sont plus efficaces pour réduire les émissions nettes de CO₂ que les biocarburants.

Les instruments d'une nouvelle partition énergétique

Les changements de comportements et la mise en place de technologies énergétiques passent par la mobilisation d'instruments culturels, réglementaires et économiques.

En Région wallonne, on est trop timide en ce qui concerne les campagnes « publicitaires » d'intérêt général. Pas assez de moyens, pas assez de fermeté dans le message. Associées à d'autres démarches de conscientisation et d'éducation permanente, de telles campagnes sont pourtant efficaces, si elles se font dans la durée et disposent de moyens suffisants pour contrecarrer les choix de consommation dispendieux encouragés par le marketing commercial. De multiples acteurs peuvent se mobiliser davantage pour, courageusement, contribuer à changer les représentations sociales qui freinent les changements de comportements et résister aux consommations les plus diverses qui vont à l'encontre de la réduction des émissions de CO₂ (peut-on, par exemple, laisser se développer l'installation d'équipements de conditionnement d'air, avec les coûts écologiques — gaz à effet de serre, bruit... — qui en résultent?); peut-on continuer à laisser se développer l'achat de légumes hors saison ou la consommation d'eau en bouteille⁴?

Plus généralement, il faut que les acteurs concernés (presse, pouvoirs publics, enseignement supérieur...) contrebalancent par des informations plus complètes l'ambiva-

lence, voire l'ambiguïté, de déclarations ou engagements verts venant d'entreprises ou secteurs industriels et les prennent au mot. Les belles images ne correspondent en effet pas toujours à la réalité. On sait ce qu'il en est advenu de l'engagement volontaire (fin du siècle précédent) du secteur automobile européen de réduire les émissions moyennes des voitures mises sur le marché. Les objectifs annoncés n'ont pas été et ne seront pas atteints. En attendant le secteur a « gagné » quelques années sans réglementation européenne stricte. Autre exemple, toujours dans l'automobile: Toyota jouit d'une belle réputation environnementale grâce à la Prius (I et II). Mais Toyota vend aussi sur le marché américain des voitures très grosses émettrices de CO₂... Certes, le succès de la lutte contre le réchauffement climatique dépend aussi des entreprises. Mais ce n'est pas une raison pour accepter n'importe quel comportement de la part de celles-ci.

L'effort est immense. Outre les pistes déjà évoquées ci-dessus, il faut, pour diminuer plus encore et plus vite les émissions de CO₂, mobiliser les instruments réglementaires (normes d'isolation, vitesses de circulation, normes de rejets...) et socioéconomiques (tarification, primes, subsides de recherche, quotas, taxes, amendes...).

Mesures mises en œuvre en Wallonie

Les normes énergétiques ne sont pas encore assez sévères: si les verriers wallons vendent des vitrages à très haute performance

4 C'est là un exemple précis de timidité des pouvoirs publics: la Région wallonne dispose d'une eau potable de bonne qualité, qui coûte nettement moins cher que l'eau en bouteille (en moyenne 180 fois moins chère); de plus elle consomme de manière directe et indirecte moins d'énergie fossile que l'eau en bouteille. Qu'attend-on dès lors pour favoriser la consommation d'eau de distribution, ce qui est bon sur les plans environnementaux (moins d'énergie directe et indirecte, moins de déchets), social et des finances locales (une meilleure santé financière des sociétés de distribution, par augmentation des ventes et une répartition des frais fixes sur un plus grand cubage)?

énergétique aux Pays-Bas, c'est parce que les normes d'isolation pour les bâtiments administratifs y sont plus strictes.

Les quotas d'émissions de CO₂ instaurés en Wallonie (comme en Europe) sont trop larges pour avoir un véritable effet incitatif et n'ont pas été mis aux enchères, ce qui aurait été plus efficient et efficace.

Ne faut-il pas faire évoluer progressivement les accords de branche, qui s'intéressent essentiellement à la consommation spécifique (à savoir la quantité d'énergie contenue dans chaque tonne d'acier ou de papier ou de ciment...), alors que les quotas se concentrent sur le volume global des émissions? Or ce sont les volumes globaux qu'il faut diminuer, ce qui peut certes être obtenu par des baisses des consommations spécifiques, mais pas uniquement.

Les primes sont globalement parlant un meilleur système que les réductions fiscales; cependant, il faut le savoir, elles profitent plus (surtout?) aux classes moyennes; qui plus est, le système de primes existantes ne tient pas assez compte des analyses coûts-avantages (voir ci-dessus).

Les certificats verts ont été parfois distribués de manière trop « généreuse »; à l'instar des titres services, cela amène certains opérateurs à capter — sur le compte de la collectivité — des bénéfices injustifiables; des corrections heureuses ont été apportées récemment.

La tarification au kilomètre parcouru — à ne pas confondre avec la vignette proposée par le ministre Daerden — sur les autoroutes, voire d'autres routes également, est une mesure qui, convenablement exécutée, peut être écologiquement efficace et efficiente et socialement juste (si, par exemple, une partie des recettes est consacrée aux TEC); on l'attend avec impatience en Wallonie.

Cela dit, on ne peut que saluer positivement des mesures telles que le programme de

25 millions pour économiser l'énergie dans les écoles ou le financement de la guidance sociale énergétique.

À d'autres niveaux de pouvoir, les taxes et redevances doivent être augmentées en matière de transport routier (de marchandises en particulier) et aérien, pour décourager ces modes de transport très polluants. Dans certains cas, il s'agit de supprimer des « anti-écotaxes » ou « écotaxes négatives ». C'est typiquement le cas des voitures de société qui, quand elles bénéficient à des usages privés, sont scandaleusement sous-taxées. À quoi devraient être affectées les sommes collectées et récupérées? Trois pistes sont le plus souvent évoquées. La première consiste à investir dans tout ce qui tourne autour des transports en commun et, plus largement, les équipements qui permettent de réduire la consommation d'énergies fossiles.

La seconde qui a été le plus étudiée, notamment par le Bureau fédéral du Plan, serait de réduire les cotisations sociales patronales, ce qui donne un effet positif pour l'emploi. Ce qui est bien la moindre des choses puisque le scénario testé consiste à prendre de l'argent aux ménages pour le donner aux entreprises. La troisième est de « renvoyer l'ascenseur » aux citoyens. On peut les aider à faire des investissements permettant des économies d'énergie ou le développement des transports en commun. On gagne alors deux fois sur le plan environnemental. Ou alors, on peut diminuer la TVA sur certains produits ou l'impôt des personnes physiques. Dans ce cas-là, l'effet prix est plus fort que l'effet revenu. Si le prix d'un bien augmente trop, on en consomme moins, même si, par ailleurs, on « renvoie la balle » aux ménages en diminuant le précompte professionnel, par exemple.

La libéralisation des marchés de l'électricité et du gaz est un échec pour les régulateurs européen, national et régional. Les producteurs d'électricité en particulier continuent

à faire un peu ce qui les arrange. Les ménages à petits revenus trinquent plus qu'avant encore. Il faut que la concurrence, une vraie concurrence, soit la règle en matière de production et de fourniture d'électricité et de gaz, avec des grilles tarifaires plus transparentes, allégées, plus lisibles, des mécanismes de recours rapides et efficaces, etc.

Les petits revenus

Les ménages à petits revenus sont, pour six raisons, fort pénalisés par la situation énergétique actuelle.

Premièrement, la part de leurs revenus consacrée à l'énergie consommée directement est élevée et répond davantage à des besoins indispensables (chauffage, cuisine...), rendant d'autant plus pénibles les hausses des prix de l'énergie⁵.

Deuxièmement, les modes de tarification leur sont en général défavorables : le prix du mazout est supérieur pour les livraisons inférieures à 2 000 litres, ils ont moins de chances — peut-on supposer — de bénéficier de réductions commerciales et les tarifs gaz et électricité sont de facto dégressifs, c'est-à-dire que, tenant compte des redevances et autres frais fixes, un gros consommateur paiera son kilowattheure ou son mètre cube de gaz en moyenne moins cher qu'un petit consommateur.

Troisièmement, le mode de fixation du montant des factures intermédiaires (électricité et gaz) et le retard pris dans les relevés pour la régularisation font que beaucoup d'entre eux se trouvent avec des régularisations importantes ou, ce qui n'est pas mieux, dans la situation inverse (avoir trop payé pendant une période qui peut durer plus d'un an).

Quatrièmement, ils ne disposent pas toujours de moyens fiables pour connaître leur consommation en électricité (par absence d'un compteur propre) ou en chauffage (absence ou imprécision des « compteurs » de chaleur).

Cinquièmement, les recours en matière de problèmes de facturation, raccordement, etc. sont, dans les marchés libéralisés, insuffisants et difficiles à activer. C'est évidemment encore plus difficile pour les ménages précaires.

Et enfin, quand ils sont propriétaires, il leur est difficile — malgré des efforts publics notoires — d'accéder à des aides publiques pour les investissements immobiliers (ils ne profitent pas ou peu des aides fiscales, ils manquent de moyens d'investissement et de préfinancement). Locataires, ils n'ont aucun intérêt à faire des investissements qui bénéficieraient à leur propriétaire.

Les mesures qu'il faut prendre sont évidentes, en tout cas bien connues. La principale est d'instaurer une tarification progressive des prix de l'électricité et du gaz. Une formule simple serait ici de diminuer d'un montant forfaitaire — donc identique pour tous les consommateurs, éventuellement modulé en fonction de la taille du ménage — les factures, à charge pour les fournisseurs de répercuter le coût de ces réductions sur le coût moyen du kilowattheure. Par exemple : une réduction moyenne de 100 euros par ménage et par an représenterait l'équivalent d'environ 500 kilowattheures fournis gratuitement. Des règles devraient être instaurées et effectivement appliquées pour que les fournisseurs ne contournent pas cette logique à la fois redistributive (le coût du kilowattheure des petits consommateurs s'en trouve allégé) et environnementale (le kilowattheure marginal est rendu plus cher).

Tous les logements ne disposent pas de compteurs, ce qui pose deux problèmes. Le premier est que cela conduit des proprié-

5 Voir Philippe Defeyt, « Indice des prix, indexation et pouvoir d'achat des ménages à petits revenus », Institut pour un développement durable, novembre 2007.

taires peu scrupuleux à demander plus que nécessaire et le second que cela empêche une gestion éclairée de la consommation énergétique, ce qui va à l'encontre d'une véritable éducation énergétique. Il faut donner les moyens aux distributeurs pour que chaque logement bénéficie effectivement d'un compteur idéalement bihoraire. On doit par ailleurs tendre vers des compteurs électroniques de nouvelle génération, moins coûteux et qui permettront également d'effectuer des diagnostics de consommation. Cependant, si le distributeur a l'obligation de mettre un compteur par logement, il ne pourra pas le faire si le propriétaire résiste. Les pouvoirs publics devraient intervenir pour soutenir cette démarche.

Avec ou sans compteur, les ménages paient souvent des avances (factures intermédiaires et/ou charges) qui ne collent pas toujours à la réalité. On peut payer trop ou trop peu. Dans les deux cas, le ménage est pénalisé. Un travail social essentiel est de mener à bien, en bonne entente entre les services sociaux et les fournisseurs, des démarches pour adapter au plus vite les factures intermédiaires et les charges (en tout cas dans le secteur du logement social). Par exemple : les consommateurs qui dépendent des intercommunales de distribution mixte (par exemple IDEG à Namur) peuvent téléphoner à Indexphone, à tout moment, pour indiquer leur nouvel index. Parfait. Mais encore faut-il que le consommateur le fasse (d'où toute l'importance d'un accompagnement social) et que le fournisseur adapte rapidement les factures intermédiaires.

En outre, si un ménage le souhaite, et que cette démarche est accompagnée (guidance sociale énergétique), il faudrait qu'un compteur à budget puisse être mis gratuitement à sa disposition, même si c'est un consommateur dit non « protégé ».

Outre, à (très) court terme, la meilleure mobilisation et l'extension des dispositifs

existants (on peut ainsi penser que plus de personnes sont dans les conditions du Fonds mazout que le nombre actuel de bénéficiaires), il faudra pour les ménages à petits revenus compléter l'indexation normale de leurs allocations par l'octroi d'un chèque-énergie, dont la valeur serait adaptée chaque année en fonction des évolutions des prix énergétiques et qui serait systématiquement accompagnée d'un audit énergétique simplifié qui leur permette une réduction immédiate de certaines consommations par des gestes simples et de petits investissements accompagnés très rentables, avec comme objectif le maintien de leur pouvoir d'achat hors consommation énergétique. Plus largement, des mesures de contrôle sur les prix, une meilleure garantie quant aux approvisionnements énergétiques, la fourniture de services publics de qualité (en matière de transports en commun par exemple) accompagneront les mesures proposées ci-dessus au bénéfice de tous les ménages et des ménages précaires en particulier.

L'effet rebond

L'ampleur de l'effort qui nous attend nécessite, pour y arriver, de pouvoir compter sur des hommes et des femmes d'État capables de décisions courageuses. Ce n'est pas le cas de ce qu'a proposé le ministre Daerden à ses collègues du gouvernement : adopter pour la Wallonie un système de bonus-malus éco-fiscal pour la mise en usage d'un véhicule neuf ou d'occasion. Où se situe la principale critique ? Elle réside en ce que le malus intervient seulement à partir de 196 grammes par kilomètre alors que l'émission moyenne des véhicules mis sur le marché est d'un peu plus de 160 grammes par kilomètre. De plus, l'octroi d'un bonus dès que la voiture émet moins de 146 grammes, alors que l'Europe vise les 130 grammes en moyenne pour 2012 et que de très nombreux véhicu-

les émettent déjà moins de 140 grammes, est un cadeau plus qu'une prime incitative.

Mais, le principal obstacle qui se trouve sur la route d'un avenir énergétique durable réside dans ce qu'on appelle l'effet rebond. Celui-ci prend deux formes. La première est le comportement souvent observé qu'une fois que des personnes ont bonne conscience, elles tendent à relâcher leurs efforts. Ainsi, on peut observer que des lampes basse consommation incitent moins à couper la lumière ou que des ordinateurs qui consomment peu sont moins souvent coupés que des ordinateurs plus gourmands. Les marketeurs ne s'y trompent pas. Voici, par exemple, les extraits d'une publicité de Philips qui, il y a quelques années, a lancé une gamme de lampes basse consommation appelée Écotone: « Avec les lampes Écotone vous pouvez laisser les lumières allumées, longtemps... et garder le sourire à la lecture de votre facture d'électricité! » Et encore: la lampe Écotone Economy « est une lampe d'assez grand format. Elle est idéale pour les halls, les escaliers, là où les lampes sont difficiles à remplacer et peu visibles. Vous apprécierez de pouvoir laisser ces endroits longtemps éclairés, sans souci de consommation d'électricité ».

Mais, plus fondamentalement, ce sont les gains de productivité dans l'utilisation des matières premières et de l'énergie en particulier qui sont le moteur même de la croissance économique. Toute ressource économisée permet soit de produire et de consommer plus du même bien, soit de développer d'autres productions et consommations. Jusqu'ici, en tout cas, cette logique, intrinsèque à la croissance économique, est toujours à l'œuvre. Résultat: la consommation absolue d'énergie, dans les pays dits du premier monde, ne baisse pas, et donc les émissions de CO₂ non plus. Au mieux, dans certains cas, assiste-t-on à un début de stabilisation.

Ce paradoxe qui veut que toute économie d'énergie se traduise par plus de croissance

économique et donc une augmentation de la consommation énergétique doit trouver une réponse. Elle réside dans un autre mode de vie, qui sera tout sauf triste. « On est dans une période de l'histoire humaine où l'on aborde un virage dont on ne voit pas la sortie. Cela génère des inquiétudes et donc des résistances. Le grand travail à faire dans nos sociétés consiste à refabriquer un imaginaire du long terme. C'est un vrai problème psychosociologique, il faut faire connaître l'imaginaire du futur pour que chacun trouve un équilibre avec lui-même entre ce qu'il va devoir changer, ce qu'il va avoir en plus et en moins. Il ne faut pas uniquement être dans une logique de restriction. Votre enfant [...] aura dans sa vie accès à plus de personnes, plus de musique, plus de culture et de connaissances que toutes les générations humaines cumulées qui l'auront précédé. Ce que je peux lui souhaiter, c'est d'entrer dans une société relationnelle où le plaisir de vivre soit en grande partie le goût des autres. Même si ce sera une vie plus légère en matières premières et en énergie. Il faut que l'on arrive à avoir l'imaginaire de cela dans notre tête. Le débat public et notamment à travers des processus du type du "Grenelle" doit servir à faire avancer, mûrir une vision du futur, de la nécessaire réorientation de nos sociétés » (Pierre Radane, interview à *La Libre Belgique*, 12 novembre 2007).

L'effet sur l'emploi des orientations culturelles, politiques, économiques et sociales proposées ci-dessus sera positif: plus d'emplois, de meilleure qualité, plus difficilement délocalisables. Mais à une condition. Que les pouvoirs publics et les acteurs économiques ne laissent pas filer les occasions comme ils l'ont fait trop souvent par le passé. La quasi-disparition des ACEC, qui possédaient pourtant tous les atouts pour devenir un leader en matière d'énergies nouvelles, la non-construction d'éoliennes jusqu'au début des années 2000, le dédain manifesté

dans le courant des années nonante envers la biométhanisation, etc. ont été autant d'occasions perdues. Des réflexes partisans de certains (prônés par les écologistes, ces choix technologiques et socioéconomiques étaient mal venus) ont ainsi coûté beaucoup d'emplois à la Wallonie.

Et alors ?

Pour sortir par le haut de la crise énergétique dans laquelle nous sommes définitivement entrés, il faudra se baser sur les lignes directrices suivantes. D'abord développer une culture énergétique partagée. Au-delà des notions techniques essentielles⁶, il s'agit surtout de rendre évidentes des notions comme l'énergie grise, d'indiquer l'importance des choix comportementaux, de dénoncer les fausses évidences, d'aborder les débats avec plus de rigueur, d'établir des priorités dans les actions publiques sur la base de données plus objectives (efficacité et efficience)...

Cela rendra plus facile la concrétisation de trois orientations développées dans ce texte : la baisse des émissions de CO₂ passera tout autant par des changements de comportements que par les innovations technologiques, tout autant par des choix de consommation visant à diminuer l'énergie grise que par la baisse des consommations énergétiques directes, tout autant par des économies d'énergie que par l'exploitation de nouvelles sources d'énergie. Ces orientations élargissent le champ de l'action, publique et privée, en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Elles rendent encore plus nécessaire la mise en place ou la consolidation d'agences de conseil (publiques, associatives ou privées), indépendantes, pour conseiller et favoriser les bons choix.

La recherche énergétique visant à objectiver les choix privés et publics doit donc être

renforcée, moins dans son volet technologique, qu'en matière d'analyses coûts-avantages. Ici aussi il faut un peu moins d'émotion et un peu plus de raison.

Pour l'heure, les pouvoirs publics devraient se concentrer (à nouveau) plus sur la demande — directe et indirecte — d'énergie et, dans ce domaine d'action, plus sur les changements de comportements. Non que la production d'énergies plus propres soit suffisante. Mais, dans ce mouvement, les mécanismes de marché ont réussi à lancer la dynamique. Elle est désormais irréversible : dans les années qui viennent, la production d'énergies plus propres va se développer comme internet.

Une bonne dose de courage politique manque encore pour affronter lucidement, pleinement, en montrant l'exemple, cet enjeu majeur pour l'avenir de nos sociétés. Il est de la responsabilité des citoyens, consommateurs et travailleurs d'envoyer des messages pour faire comprendre à nos dirigeants que nous sommes beaucoup plus loin dans notre capacité d'accepter des changements majeurs que ce qu'ils imaginent. Pour autant que ces changements soient justes, installés avec sagesse, partagés. Et qu'ils tiennent compte, avec une réelle empathie, des ménages qui aujourd'hui trinquent pour payer leur facture énergie. ■

⁶ On ne peut être que frappé par, par exemple, la confusion fréquente entre la capacité installée (mesurée en kilowatt ou mégakilowatt) et la production sur une période donnée (mesurée en kilowattheure ou mégakilowattheure).